



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES**

**Numéro 6**

**Juillet – Décembre 2017**

**Evaluation de projets de développement humain dans le cadre de l'INDH :**

**Cas du quartier Biranzarane Tikiouine à Agadir**

**Evaluation of human development projects within the framework of the INDH:**

**Case of the Biranzarane Tikiouine district in Agadir**

**Pr. TACHFINE YOUSSEF**

Professeur d'économie

Laboratoire d'Etudes et de Recherches en Entrepreneuriat et

Management des Organisations Sociales (LEREMOS)

Faculté des Sciences Juridiques Economique et Sociales d'Agadir

Université Ibn Zohr

[youssef\\_tachfine@hotmail.com](mailto:youssef_tachfine@hotmail.com)

**Résumé :**

Ce travail apporte une évaluation de la portée socio-économique des projets publics entrant dans le cadre de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) et mis en place dans le quartier Biranzarane Tikiouine à Agadir. L'évaluation est faite à partir d'une grille comportant l'étude de cinq effets des projets : perception, pertinence, efficacité, impact et pérennité. Elle se base essentiellement sur les résultats d'une enquête par questionnaire menée auprès des femmes bénéficiaires de l'Initiative résidentes dans le quartier (méthode quantitative). Mais, l'analyse des entretiens auprès des associations actives et des intervenants locaux formels ou informels (méthode qualitative) complète la première démarche.

Nous avons montré que généralement les projets apportent un pas en avant en faveur du développement socio-économique local même s'ils souffrent du manque de moyens assurant leur continuité en bonne qualité. L'effet de l'INDH sur la démarche de mobilisation collective dans le quartier, à travers l'encouragement de l'action associative et le travail de proximité, connaît également des difficultés et réticences de la part des anciens leaders informels et des responsables formels.

**Mots clé :** Evaluation des projets publics, mobilisation collective, associations, développement local.

**Classification JEL :** A 13, I 38, H 43

**Abstract:**

This work provides an assessment of the socio-economic scope of public projects within the framework of the National Initiative for Human Development (INDH) and implemented in the district Biranzarane Tikiouine Agadir. The evaluation is made from a grid with the study of effects of five projects: perception, relevance, effectiveness, impact and perennality. It is based primarily on the results of a questionnaire survey conducted among women beneficiaries of the residents in the neighborhood Initiative (quantitative method). But the analysis of interviews with active associations and formal or informal local stakeholders (qualitative method) complete the first approach. We have shown that generally the projects provide a step forward in favor of the local socio-economic development even if they suffer from lack of means to ensure their continuity in good quality. The effect of the INDH on collective mobilization process in the neighborhood, through the encouragement of associative action and outreach work, also experiencing difficulties and reluctance on the part of old informal leaders and even administrative officers.

**Keywords:** Evaluation of public projects, community mobilization, associations, local territorial development.

### 1. Introduction :

Le Maroc a fondé ses politiques de développement humain sur l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) à côté d'autres stratégies sectorielles : programmes de réforme de l'enseignement et alphabétisation, lutte contre l'habitat insalubre, accès aux nouvelles technologies, développement des pôles de croissance régionaux, etc. (FADEL, 2011 : 204). Cette initiative, émanant du Roi du Maroc en 2005, se donne comme objectifs de réduire des déficits en équipements et services sociaux de base dans les quartiers urbains et communes rurales pauvres, promouvoir des activités génératrices de revenus et venir en aide aux personnes en grande vulnérabilité ou à besoins spécifiques. Recherchant l'amélioration des indicateurs de développement humain par le bas, l'INDH se veut un projet sociétal qui inaugure une nouvelle période de gouvernance locale participative. Tous les acteurs sociaux ont été amenés ainsi à participer dans l'élaboration et la gestion des projets de développement aussi bien dans le domaine de l'investissement que dans le domaine de l'éducation, de la culture, du social ou du sport. Ce n'est pas tant le nombre de projets réalisés qui compte mais le changement de mentalités et l'instauration d'une nouvelle culture de partenariat, de participation et de contrôle sur la base des résultats.

La coordination et la mise en œuvre des actions de l'INDH au niveau local ont été confiées au CPDH (comité provincial de développement humain) présidé par le gouverneur de la préfecture et à un niveau plus inférieur au CLDH (comité local de développement humain) présidé par le président de la commune urbaine ou rurale. Le premier organe sélectionne les cibles, valide les initiatives locales et contractualise avec le niveau local. Le deuxième élabore le diagnostic territorial, sélectionne les projets et exécutent ces derniers après validation et allocation des ressources. Il est aidé dans ce diagnostic par une équipe d'animation de commune ou quartier (EAQ) qui assure l'interface et l'étude des besoins avec les populations. Les associations de la société civile et les élus locaux sont représentées dans ces comités et se trouvent impliquées à tous les stades allant du diagnostic participatif, à l'identification des cibles et jusqu'à la mise en œuvre des projets et leur supervision. Les projets INDH sont ainsi suivis, contrôlés par ces comités et font l'objet d'évaluation périodique. Afin de renforcer ce suivi, l'Observatoire

National de Développement Humain (ONDH) réalise également des études concernant l'impact de l'INDH sur les indicateurs de développement humain au Maroc.

L'exercice d'évaluation apporte sans doute aux responsables des éléments d'aide à la décision forts importants concernant l'amélioration de la gestion des projets et de l'initiative en général.

Notre travail consiste à apporter une évaluation de l'impact des projets INDH mis en place dans un quartier cible, à savoir Biranzarane Tikiouine d'Agadir. D'un côté, il vise à apprécier la portée socio-économique de ces projets en analysant cinq caractéristiques de ces derniers : perception, pertinence, efficacité, impact et pérennité. Mais, d'un autre côté, il étudie également le rôle du nouveau contexte introduit par l'INDH pour les formes de mobilisation collective dans le quartier. En particulier, on s'intéresse à l'apparition de nouveaux leaders locaux et acteurs associatifs et aux conséquences pour les élites traditionnelles au sein de ce dernier.

Ainsi, au-delà de l'intérêt des projets INDH, il s'agit de répondre aux questions de fond suivantes :

- Peut-on vraiment parler d'un nouveau contexte avec l'INDH favorisant la participation réelle des associations de jeunes, femmes et nouveaux leaders dans le développement local ?
- Les leaders associatifs locaux ont-ils devenu les principaux acteurs en termes de mobilisation et d'action territoriale dans le quartier profitant des ressources financières et symboliques de l'INDH ?
- S'agit-il vraiment d'acteurs adoptant une nouvelle démarche participative ou bien reproduisent-ils simplement les mêmes actions des anciens leaders sous une autre forme ?

Avant de montrer la démarche et les résultats de l'étude, on commencera d'abord par présenter les caractéristiques urbaines de notre quartier d'étude et les projets INDH qui y sont mis en place.

## **2. Présentation du terrain d'étude :**

« Biranzarane Souiri » est parmi les anciens quartiers d'habitat spontané de l'ex-commune de Tikiouine<sup>1</sup> se trouvant à la limite Sud Est de la ville d'Agadir. Sur un tronçon de la route nationale n°1 menant vers la ville d'Aït Melloul, il est limité au nord par le quartier Assaka et la zone industrielle Tassila III, à l'Est par les quartiers Assaïs, Lhajib et Laârab proche du centre de Drarga, à l'Ouest par le quartier d'Elmerss appartenant à la commune de Dcheira et au Sud par des terrains servant à des activités agricoles allant jusqu'au cours de l'Oued Sous.

Le quartier Biranzarane avait pour noyau initial douar Souiri. D'autres constructions ont survenues au début au alentour de ce dernier et ce au-dessous de l'axe principal traversant le quartier en provenance de la commune d'Inzegane (carte1). Mais par la suite, une forte croissance de l'habitat a été remarquée à partir du milieu des années 1980 de l'autre côté de cette route. A gauche des serres, il y a eu la construction au début des années 1990 d'un lotissement « réglementaire » s'appelant Biranzarane, suite au programme de l'Agence Nationale de lutte contre l'Habitat Insalubre (ANHI) à Tikiouine. C'est de là qu'est venu le nouveau nom du quartier qui s'appelait auparavant Souiri.

Notre étude concerne le quartier Biranzarane tel que délimité sur la carte1. Cette délimitation donne lieu à une unité cohérente socialement et historiquement et différente du lotissement « réglementaire » à côté<sup>2</sup>. Le quartier se caractérise par la dominance de l'habitat non réglementaire sur des terrains privés ayant fait pour l'essentiel l'objet de « melkisation » par les anciens grands propriétaires<sup>3</sup>. Des populations provenant des régions environnantes l'ont occupé d'une façon importante après le tremblement de terre d'Agadir en 1960. Des maisons traditionnelles de terre ont été remplacées ainsi par un habitat « nouveau » en dur totalement spontané.

Selon un diagnostic des quartiers réalisé par la municipalité d'Agadir en 2010 (dans le cadre de la préparation du Plan Communal de Développement 2010-2016), le quartier Biranzarane comptait 9960 habitants et 2031 foyers. Les jeunes entre 15 et 29 ans constituent presque 30% de ces habitants et en termes d'effectifs, la population féminine y est égale à la population masculine. Le niveau d'étude dominant de la population est le primaire avec 31,1%. Les individus ayant un niveau d'étude supérieur ne présentent que 4,6% de cette dernière. Par

<sup>1</sup> Tikiouine a été promue au rang de commune urbaine en 1992. Après le passage à « l'unité de la ville » en 2003, elle fait désormais partie du territoire administratif de la commune urbaine d'Agadir.

<sup>2</sup> C'est également la délimitation du quartier envisagée par la Wilaya d'Agadir et qui considère que sa superficie est de 20 hectares à peu près.

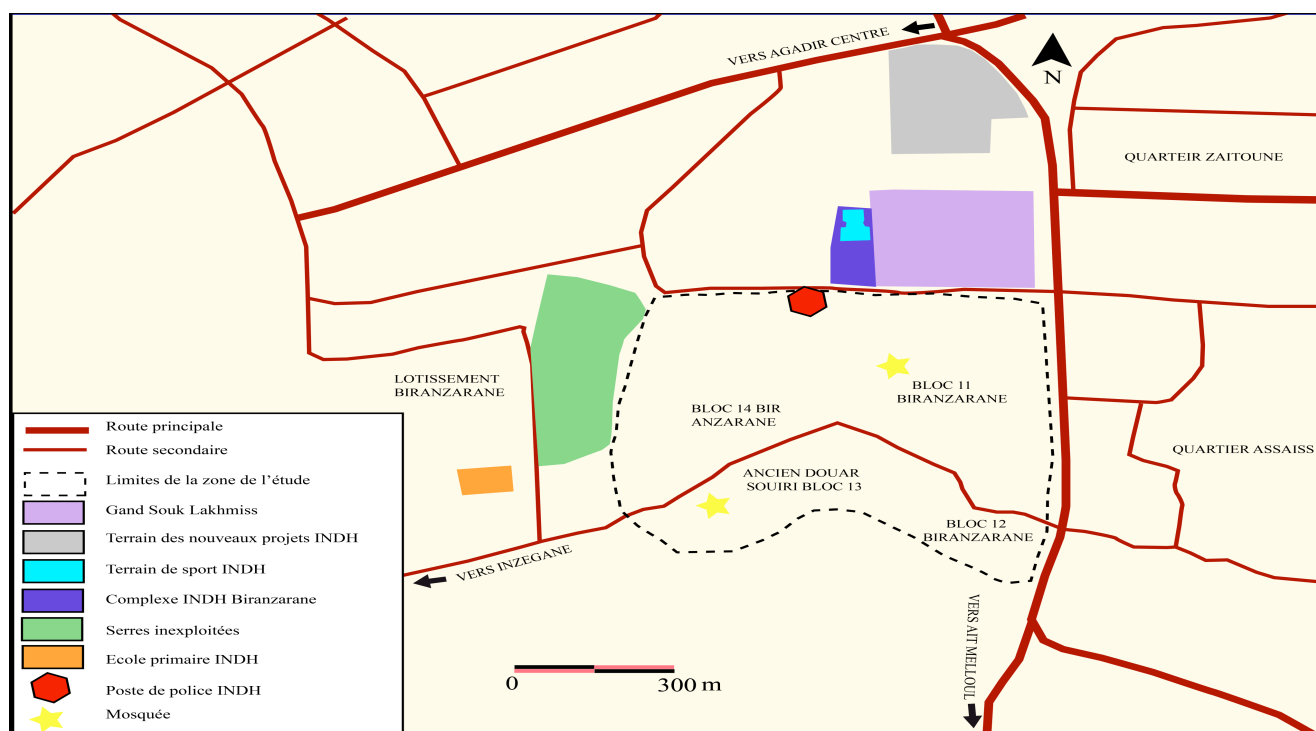
<sup>3</sup> A l'image du chef de la famille « Souiri » d'où le quartier a tiré son nom au début.

ailleurs, le taux d'analphabétisme à Biranzarane de la population âgée de 10 ans et plus est de 33% en 2010. Les femmes ont un taux d'analphabétisme plus élevé (44,9%) par rapport aux hommes (21,7%). En 2010, on a recensé 6763 chômeurs (dont 4384 femmes) dans le quartier et 3197 actifs (dont 460 femmes). Les activités dominantes sont le commerce, l'artisanat et les métiers de service (avec 2981 actifs dont 69,8% sont des salariés).

L'habitat dans le quartier est essentiellement de type « maison marocaine moderne » (1700 foyers sur un total de 2031). 61,6% des habitants sont des propriétaires contre 29,1% de locataires. La plupart de ces logements (presque 80%) ont moins de 20 ans. L'état de ces logements et leur niveau d'équipement est généralement faible ou moyen. Par exemple, dans 60% de ces derniers on ne trouve pas de « bain moderne ».

Concernant les infrastructures de base, le quartier a été occupé par la population d'une façon spontanée sans faire l'objet d'aménagements préalables. Certes, aujourd'hui, il jouit d'une desserte en eau potable, assainissement liquide, électricité, éclairage public avec des taux de couverture qui dépassent largement les 90%. Mais, la qualité de ces infrastructures de base reste largement discutable en raison même de l'état spontané du quartier. On y enregistre l'étroitesse des ruelles, le bouchage répétitif des cours d'eaux usées ainsi que les pollutions et nuisances causées par les ordures ou par des garages de soudure, tôlerie, etc. se trouvant souvent à côté des foyers. Selon un recensement des équipements du quartier fait en 2013 (EAQ, 2013, p 3), le quartier dispose de trois mosquées, d'un souk, trois pâtisseries et deux fours traditionnels, trois hammams, dix cabinets téléphoniques et cybercafés, un seul espace vert avec jeux pour enfants et trois pharmacies. Par contre, il ne dispose d'aucun centre hospitalier. Les seules infrastructures éducatives présentes dans le quartier sont une école d'enseignement public primaire, deux écoles coraniques et sept écoles privées d'enseignement préscolaire. Mais, aujourd'hui, quelques équipements sociaux réalisés dans le cadre du programme INDH sont venus en réduction de ce manque. Il s'agit notamment d'une école primaire supplémentaire, un complexe d'apprentissage et de formation artisanale des femmes jouissant d'une bibliothèque et d'un terrain de sport, sans oublier le foyer féminin municipal à proximité.

Carte 1 : Le quartier Biranzarane dans la commune de Tikiouine et les projets INDH en place



Source : Carte traitée sur le logiciel *MapInfo* à partir de l'image satellite de *Google Earth*

### 3. Les projets INDH évalués et la démarche d'évaluation :

Les projets INDH programmés pour la première période (2005-2010) à Biranzarane et financés en partenariat avec la municipalité d'Agadir ont coûté 5.270.000 dirhams. Ils sont au nombre de sept : construction d'un noyau d'une école primaire, raccordement de cette école au réseau d'assainissement et d'un collège au réseau d'électricité, construction d'un complexe d'apprentissage et d'activités socio-culturelles et aménagement d'un terrain de sport lié à ce dernier, construction d'un poste de police, équipement du siège d'une association (« *Jissr Biranzarane* ») et construction d'un foyer féminin.

Le foyer féminin a été finalement mis en place dans le cadre du programme de développement social de la Municipalité. L'équipement de siège d'association ou bien le raccordement aux réseaux urbains peuvent être plutôt considérés comme des actions de développement social qui sont en principe intéressantes malgré leur insuffisance. Le poste de police n'est pas en marche malgré le manque de projets sécuritaires dans le quartier. Il n'a pas été occupé par l'administration de la police sous prétexte qu'il est de petite taille et non équipé.

Ainsi, les trois projets pouvant être objet d'évaluation sont : le complexe INDH Biranzarane, l'équipement de sport et l'école primaire. Ils sont localisés à l'extérieur du quartier (par manque de terrains) mais se trouvent facilement accessibles pour la population de ce dernier (voir carte1). Deux importants projets pour la deuxième période INDH (2011-2016) sont définitivement programmés en faveur de la population de Tikiouine et de Biranzarane : un centre de qualification professionnelle pour jeunes et une piscine publique. Mais, ils sont au tout premier stade de mise en place demandant la régularisation des terrains fonciers sur lesquels ils seront bâtis.

Pour le complexe INDH, de loin qui a le plus de rayonnement dans tout le centre de Tikiouine, on a appliqué une méthode d'évaluation se basant sur 5 critères : perception, pertinence, efficacité, impact et pérennité. Pour chaque critère, nous nous sommes basés sur les réponses aux questions posées (voir encadré 1) aux 84 femmes bénéficiaires des formations dans ce centre et résidentes de Biranzarane<sup>4</sup>. On a utilisé aussi, en plus de données fournies par la direction du centre, les éclaircissements donnés par des intervenants locaux interviewés (au nombre de 22) : chefs d'associations, cadres associatifs, intervenants dans l'EAQ, conseillers municipaux et anciens du quartier. Quant à l'évaluation de l'équipement de sport et de l'école, elle a été faite sur la base des appréciations des intervenants locaux en plus des données administratives collectées.

Encadré 1 : Les cinq critères d'évaluation et leurs questions

**I) Perception : Connaissance de l'INDH et des porteurs de ses projets**

1. Par quel moyen vous avez connu le projet ?
2. A votre avis, qui l'a financé ?
3. Connaissiez-vous les personnes ayant porté action lors de sa mise en oeuvre ?

**II) Pertinence : Correspondance du projet aux besoins réels des populations**

1. Est-ce qu'on a pris votre avis lors de l'analyse des besoins pour ce projet ?
2. Le projet répond-t-il à vos besoins ressentis en matière de formation ?

<sup>4</sup> Nous avons réalisé dans cette enquête un total de 187 questionnaires (demandant chacun entre 45 et 60 minutes) touchant toutes les femmes de Tikiouine inscrites au complexe en 2015. Toutefois, on n'a utilisé pour l'évaluation que les données émanant de 84 questionnaires des femmes résidentes du quartier Biranzarane.



3. Le complexe INDH est-il un projet prioritaire dans le quartier ou bien il y en a d'autres qui le sont ?

Complément : Questions posées aux intervenants locaux

4. Comment vous évaluez la participation de la population dans la mise en œuvre du projet ?
5. Le projet est-il en cohérence avec l'image et la vie sociale dans le quartier ?

### **III) Efficacité : Degré d'atteinte du projet des objectifs fixés en matière de formation**

1. La formation répond-elle efficacement à vos besoins ? Est-elle considérée comme un point positif du centre ?
2. Comment elle est votre implication dans la formation ?
3. Y-a-t-il d'autres éléments positifs dans le centre contribuant à la réussite de la formation ?
4. Quelles sont vos propositions pour améliorer l'efficacité des formations ?

Complément : Questions posées aux intervenants locaux

1. Le projet est-il opérationnel ? La population utilise cet équipement ?
2. Est-ce la population du quartier en tire des bénéfices ?
3. Le projet atteint le public cible ? Combien forme-t-on chaque année par rapport aux prévisions ? Combien d'associations sont impliquées dans les différentes activités du centre (formations, sport, colloques, etc.) ?

### **IV) Impact : Acquis professionnels et relationnels des bénéficiaires et effet sur leur attachement au quartier Biranzarane**

1. Quels acquis professionnels vous avez obtenus ?
2. Ces acquis ont-ils permis de renforcer votre sens pour « l'entrepreneuriat » ?
3. Vous avez la volonté d'avoir d'autres formations dans le centre ?
4. Que comptez vous faire dans l'avenir (perspective professionnelle) ?

5. Quels sont vos acquis relationnels bénéficiés grâce au projet ? (renforcement des liens de solidarités entre bénéficiaires, communication et confiance en soi, éducation des enfants)
6. Le projet INDH a eu un impact positif sur votre attachement au quartier ?
7. Le projet apparaît-il dans la carte du quartier « perçue » par le bénéficiaire ?
8. Le centre INDH est-il parmi les équipements les plus « représentatifs » pour l'individu au sein du quartier ?

Complément : Questions posées aux intervenants locaux

1. Quel est l'effet du projet sur le renforcement des liens de solidarité dans le quartier et sur l'attachement des populations à ce dernier ?

**V) Pérennité : Importance des menaces touchant à la durabilité du projet**

1. Selon le bénéficiaire, quels défis se présentent devant la durabilité du centre ?

Complément : Questions posées aux intervenants locaux et à la direction du projet

1. Comment vous jugez la durabilité du projet ?
2. Quels risques face à cette durabilité et quels mécanismes vous proposer pour réduire ces risques ?
3. Quels sont les mesures d'accompagnement des diplômés proposées par la direction ?

#### **4. Evaluation de la portée socio-économique des projets :**

##### **4.1. Evaluation du complexe socioculturel et d'apprentissage :**

Ce projet cible les femmes, les jeunes et les associations à Tikiouine. D'une superficie de 2000 m<sup>2</sup>, il dispose de quatre salles d'apprentissage, deux salles pour informatiques, une grande salle pour réunions et séminaires, une très grande salle pour activités socio-culturelles des associations et expositions, un amphithéâtre en plein ciel et des espaces verts. La moitié des femmes qui le fréquentent pour apprentissage des métiers artisanaux viennent du quartier Biranzarane Souiri.

Chaque année, près de 150 diplômes sont distribués aux femmes bénéficiaires des formations et ce depuis la mise en marche du centre en fin 2008. De nombreux colloques, formations, événements sportifs, activités associatives socio-culturelles ou fêtes y sont tenus chaque année.

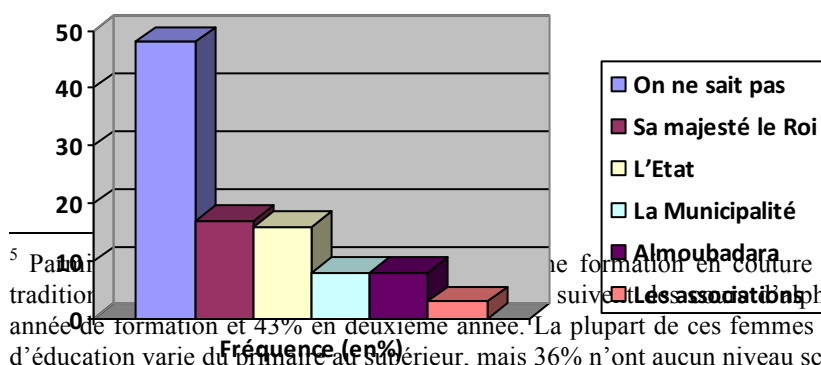
Généralement, tout le monde à Tikiouine reconnaît le succès du centre. Mais, cela voudrait-il dire que le projet n'accuse pas d'insuffisances, de difficultés ? En plus, quelles sont les perspectives pour ces femmes après qu'on leur remet les diplômes ? D'un autre côté, s'il y a un succès, profite-t-il aux porteurs du projet ?

#### 4.1.1. Perception :

Quelque soit la formation suivie, les femmes enquêtées<sup>5</sup> indiquent très souvent (à raison de 43%) qu'elles ont connu le centre INDH à travers des voisines du même quartier de résidence. D'autres (29%) citent le rôle de leurs amies. Cela peut montrer d'une part l'importance des relations de voisinage à Biranzarane, et d'autre part l'utilité du projet du fait que celles qui en bénéficient transmettent l'information aux autres.

La plupart des femmes (48%) ne connaissent pas les porteurs du projet du complexe INDH ou les institutions qui sont derrière son financement (voir graphique1). On remarque cela surtout pour celles qui suivent les cours d'alphabétisation. D'autres indiquent que c'est sa majesté le Roi qui est derrière le projet (17%) ou bien l'Etat (16%). Les autres avis se répartissent entre la Municipalité (8%), Al Moubadara (l'Initiative) (8%) ou les associations (2%). Ainsi, même après 10 ans du commencement de l'INDH, on connaît mal l'institution derrière ses projets. Par ailleurs, plus de la moitié des femmes (62%) ne reconnaissent l'intervention d'aucune personne ayant porté action pour la mise en œuvre du complexe dans le quartier. D'autres (17%) ont attribué cette action au directeur du complexe, qui est un fonctionnaire municipal et ancien habitant du quartier.

Graphique1: Perception sur les porteurs du projet



<sup>5</sup> Parmi les femmes enquêtées, 34 ont suivi une formation en couture moderne, 34 une formation en couture traditionnelle et 43% en deuxième année. La plupart de ces femmes sont mariées avec enfants et leur niveau d'éducation varie du primaire au supérieur, mais 36% n'ont aucun niveau scolaire.

Source : Enquête Biranzarane 2015

#### 4.1.2. Pertinence :

Seulement 2 des 84 femmes enquêtées nous ont indiqués qu'elles ont été mises en courant à propos de la mise en place du projet du complexe d'apprentissage grâce aux associations de quartier. Les membres des EAQ questionnés, même s'ils reconnaissent le non suivi exact de la procédure de diagnostic participatif de l'INDH à Biranzarane, indiquent que d'une certaine manière l'avis des populations a été pris en compte. Ils justifient leurs réponses par l'implication de deux associations de quartier dans l'information des habitants : association « *Jissr* » au quartier Biranzarane et association « *Montada Ibdaâ* » au quartier Lhajeb Tikiouine (très active en mobilisation des jeunes). Même si cette méthode n'a pas eu l'effet désiré, c'était une solution acceptable par le CLDH dont les responsables n'avaient pas encore l'habitude de questionner réellement les populations au début de l'INDH. D'un autre côté, le quartier de Biranzarane ne connaît pas un développement important des associations et sa population est plutôt « peu ouverte » socialement.

En fin de compte, c'était le CLDH qui a été réellement derrière le choix du projet. La décision était influencée par les avis des conseillers municipaux. Cette décision a été prise après le refus de deux autres propositions émanant des membres de l'EAQ Biranzarane : un complexe de métiers pour artisans du quartier et un projet de distribution de machines à coudre pour femmes dans le cadre de coopérative. Les responsables avaient peur des abus qui surviennent dans la distribution des biens ou des locaux d'artisanat des projets. Ils voulaient instaurer plutôt un projet de développement social « structurant » à Tikiouine.

Toutefois, lorsqu'on ne prend pas en compte l'avis des populations, cela ne veut toujours pas dire que le projet ne corresponde pas à leurs attentes. Heureusement, c'était le cas à

Biranzarane, où la plupart des femmes bénéficiaires enquêtées (71%) affirment que ce dernier répond parfaitement à leurs besoins en matière de formation voulue. Les autres (29%) affirment une satisfaction moyenne à ce propos. De plus, 87% de ces femmes considèrent que le centre INDH est le plus important projet pour le développement social du quartier à l'heure actuelle. Les autres (13%) le considèrent très important mais non prioritaire. Elles citent des projets plus intéressants pour elles comme un service de sécurité, un centre de santé publique de proximité, une maison d'expositions et vente des produits de femmes du quartier ou finalement un centre de qualification professionnelle pour des jeunes du quartier. Quant aux intervenants locaux enquêtés, 19 cas sur 22 indiquent la parfaite cohérence du projet avec la vie sociale dans le quartier et avec son image (comme quartier populaire).

Au total, on peut dire que le projet est pertinent dans le sens où il répond bien aux besoins en formation des femmes du quartier, même si on n'a pas pris leurs avis avant sa mise en place. Cependant, il reste à savoir si cette réponse aux besoins se fait d'une façon efficace.

#### 4.1.3. Efficacité :

La plupart des femmes enquêtées (85%) trouvent que la formation donnée (couture, broderie, alphabétisme) se fait d'une bonne manière et la considèrent parmi les points positifs du centre INDH grâce à la qualité de ses formatrices (citée comme facteur de réussite dans 65%), à sa bonne administration (citée dans 78% des cas), en plus des services offerts dans ce dernier (jardins, sécurité, propreté, etc., cités dans 49% des cas). De ce fait, 87% de ces femmes ont montré une grande implication dans leurs formations. Ce pourcentage varie de 77% dans le cas de la formation en couture moderne à 100% dans le cas de la broderie.

Toutefois, l'efficacité des formations données souffre de plusieurs insuffisances qui influencent négativement la bonne qualité des cours poursuivis. Le manque de matériel de travail est signalé comme le principal problème (pour 69 des femmes enquêtées). Même celles qui suivent les cours d'alphabétisation indiquent l'existence de ce problème. Les matières de production concernant la couture manquent également d'une façon assez importante (ce problème est cité dans 38% des cas). D'autres problèmes sont également relevés comme le manque de mobilier et décor des salles ou l'inexistence d'une crèche dans laquelle elles peuvent laisser leurs enfants.

Aussi, les bénéficiaires suggèrent-elles plus d'investissements dans le matériel et les matières de travail, de même que dans la qualité de la formation : prolongement de la durée des séances, meilleure organisation et discipline dans les cours, augmentation des applications proposées, appui aux formatrices (qui parfois ne sont pas payées à temps), accès à d'autres formations en informatique, cuisine, coiffure, céramique, etc.<sup>6</sup>

Les cadres associatifs et intervenants administratifs enquêtés confirment en général l'opérationnalité du projet et son utilisation effective par les populations. A part quelques cadres associatifs qui doutent de la bonne opérationnalité du complexe du fait du manque de formatrices ou de l'utilisation faible sa grande salle, la plupart des intervenants locaux (18/22) confirment que le projet est efficace. Efficace dans le sens où il réalise les objectifs assignés en matière de formation et activités pour le public visé<sup>7</sup> (jeunes, associations et femmes qui en tire des bénéfices sur les plans individuels et collectifs).

Par ailleurs, la direction du complexe a tissé une relation de partenariat effectif avec plusieurs associations mobilisant femmes, jeunes (élèves, étudiants) et enfants de Tikiouine<sup>8</sup>. Les activités de ces associations sont très nombreuses : ateliers de formation en métiers (électricité, peinture à titre d'exemples), spectacles, sport, ateliers éducationnels pour enfants, activités culturelles et théâtre, journées de sensibilisation des enfants et élèves à la sécurité routière, etc. Ce qui est important à notre sens en termes d'efficacité, c'est que nous avons relevé que ces activités s'y tiennent effectivement, assez durablement et d'une façon à toucher un nombre considérable de bénéficiaires. Ainsi, le complexe représente bien une structure de proximité et d'ouverture à la société civile à Tikiouine.

#### 4.1.4. Impact :

---

<sup>6</sup> D'après l'examen des rapports d'activité du complexe, nous avons constaté que ces formations demandées existent de temps à autre dans le centre, mais arrivent souvent en retard par rapport à leur programmation.

<sup>7</sup> Chaque année, de 150 à 200 femmes s'inscrivent dans le complexe. 425 femmes y ont été formées (surtout les spécialités de la couture) entre 2008 et 2014. La délivrance des diplômes demande la réussite dans un examen final et s'effectue généralement avec un retard d'une année ou plus après la formation. Des dizaines de colloques et formations en auto-développement, développement humain, montage de projets sociaux et économiques, etc. s'y tiennent également chaque année. La municipalité (en tant qu'institution responsable de la direction du complexe) s'engage dans la réussite de ces formations à côté d'autres acteurs : enseignants universitaires, associations, programmes sociaux et économiques prônés parfois par des organismes de coopération internationale (comme le programme de coopération allemand GIZ de mise à niveau des très petites entreprises).

<sup>8</sup> Le centre permet aussi de mobiliser des députés locaux, étudiants actifs surtout dans le travail associatif, les directeurs d'écoles proches (de Biranzarane et Assaka), de même que des représentants de la délégation de l'éducation. Grâce aux espaces culturels et sportifs dont il dispose, il contribue à combler le manque existant au niveau de l'infrastructure scolaire.

A part 2 cas, toutes les femmes enquêtées affirment bien acquérir les éléments de base du « métier » de couture, en plus d'acquis personnels tels que le sens d'organisation, la confiance en soi, l'autonomie ou la patience dans le travail, selon plusieurs réponses. Les femmes arrivent en fin d'année à faire de bons produits et profitent de quelques occasions pour les montrer dans des expositions à l'intérieur du complexe. Certaines de ces femmes ont déjà acheté des machines à coudre qui les utilisent à la maison. Deux femmes suivant des formations en couture traditionnelle montrent qu'elles ont eu un revenu mensuel supplémentaire en travaillant quelques commandes au foyer.

Les femmes qui suivent les cours d'alphabétisation montrent, en plus de l'apprentissage à lire ou écrire, qu'elles ont changé de routine et ont appris de bons éléments en culture générale. La formation a été en plus bénéfique pour d'autres pour la bonne lecture du Quoran ou dans le contact avec l'administration.

La plupart des femmes enquêtées (60%) indiquent que les formations poursuivies dans le complexe ont pu renforcer leur courage de prendre le risque et croire en un projet après formation. C'est ce qu'on a appelé « sens d'entrepreneuriat » (voir tableau 1).

Tableau 1 : Renforcement du sens d'« entrepreneuriat » des femmes bénéficiaires du complexe

Formation	Couture moderne	Couture traditionnelle	Broderie	Alphabétisation	Total	En %
<i>Renforcement du sens d'entrepreneuriat</i>						
Oui	17	21	5	7	50	60%
Un peu	2	2	0	1	5	5%
Non	8	11	1	9	29	35%
Total	27	34	6	17	84	100%

Source : Données de l'enquête Biranzarane

Les perspectives professionnelles des femmes bénéficiaires des formations de métier (67 cas) tournent autour de quatre points essentiels : faire de la couture dans la maison pour les enfants et la famille (18% des cas), monter un projet ou travailler des commandes dans le foyer (6%), ouvrir une boutique (62%) ou finalement travailler dans le cadre d'une coopérative (parfois

elles disent association) (14%). Des cas très limités (3 exactement) mentionnaient qu'elles voudraient être formatrices.

Nous nous sommes intéressés aux variables qui peuvent expliquer le changement dans la perspective professionnelle entre ces femmes. Un modèle de régression linéaire (tableau 2) est estimé en prenant comme variables explicatives de cette dernière l'âge, l'état matrimonial et l'existence d'enfants ou bien le niveau scolaire des femmes. L'année de formation ne jouant aucun rôle dans cette explication.

Tableau 2: Modèle explicatif d'évolution de perspective professionnelle des femmes  
bénéficiaires au complexe INDH Biranzarane

Modèle : Moindres Carrées Ordinaires, utilisant les observations 1-66

Variable dépendante: Perspective professionnelle

	<i>Coefficient</i>	<i>Erreur Std</i>	<i>t de Student</i>	<i>Probabilité critique</i>	
Age	0,0507618	0,0156952	3,2342	0,00194	***
Etat matrimonial	-0,0348697	0,200732	-0,1737	0,86265	
Niveau scolaire	0,402138	0,0983208	4,0901	0,00012	***
Moyenne de la variable dépendante	2,712121	Écart type de la variable dépendante		0,924290	
Somme carrés résidus	81,66911	Écart type de régression		1,138567	
R <sup>2</sup>	0,849040	R <sup>2</sup> ajusté		0,844248	
F (3, 63)	118,1101	p. critique (F)		8,06e-26	
Log de vraisemblance	-100,6796	Critère d'Akaike		207,3593	
Critère de Schwarz	213,9282	Hannan-Quinn		209,9550	

Remarques : Pour chaque variable, le t de Student doit être supérieur ou égal à 2 en valeur absolue et la probabilité critique inférieure à 0,05 pour que son coefficient soit significatif. La



régression est réalisée sur le logiciel GRETL. Le  $R^2$  ajusté est assez proche de 1 et les coefficients des variables ont tous les signes attendus. L'estimation du modèle avec hétéroscédasticité corrigée n'a pas donné de résultats significativement différents. Une observation nous a manqués.

L'état matrimonial a un coefficient négatif, c'est-à-dire lorsque l'on passe du célibat à l'état de mariage et ensuite lorsqu'on a des enfants, on se contente généralement de travailler à la maison. Mais, cette variable n'est pas significative dans le modèle. Elle n'a pas d'influence dans notre échantillon. Pour la variable âge, il semble que plus la femme avance dans l'âge, plus sa perspective passe du travail en foyer vers un travail en boutique ou même dans le cadre de coopérative de femmes. Le niveau scolaire est la variable la plus explicative du changement de perspective professionnelle (elle a un coefficient plus important par rapport à celui de l'âge). Plus le niveau scolaire est élevé de la femme enquêtée, plus elle veut bénéficier de la formation pour monter un projet personnel ou bien dans le cadre de coopérative.

Pour les femmes bénéficiant des cours d'alphabétisation, elles veulent en général continuer à apprendre et passer par la suite à d'autres formations en métiers. A moyen terme, certaines d'entre elles veulent monter des projets personnels ou dans le cadre de coopérative.

Par ailleurs, la plupart des femmes bénéficiaires, quelque soit leur formation, affirment l'impact positif du projet sur le renforcement de la solidarité entre elles (98% des cas) ou de leur confiance en soi et de leurs qualités en matière de communication (94%). De même que 70% des femmes ayant des enfants estiment que la formation s'est répercutée positivement sur l'éducation de ses derniers au moins du côté psychologique.

Concernant l'impact du projet sur le renforcement des liens des bénéficiaires à leur quartier de résidence, 82 cas sur 84 affirment un rôle positif à ce propos, dans le sens où le complexe a bien apporté un équipement dont la population de ce dernier a vraiment besoin. Dans 55% des cas, le complexe INDH est cité par ces femmes parmi les équipements les plus « représentatifs » (ayant une valeur symbolique) au sein du quartier Biranzarane. Le complexe INDH n'apparaît dans la carte « perçue » retraçant les limites du « quartier de vie » du bénéficiaire que dans 14% des cas.

D'un autre côté, 62% des intervenants locaux enquêtés affirment l'effet positif du projet sur le renforcement des liens de solidarité dans le quartier<sup>9</sup> et sur l'attachement des populations à ce dernier. Ils notent surtout son effet sur la mobilisation des femmes, la montée de leur conscience au niveau social et communicationnel (à travers par exemple les colloques en auto-développement) et sur leur changement de la routine quotidienne régnant avant la mise en place du projet. Ceux qui donnent des réponses nuancées croient que le projet peut apporter plus s'il touche un nombre plus grand de femmes du quartier, ou bien ne sont pas convaincus qu'un tel projet a été si important et de qualité suffisante pour renforcer le sentiment d'attachement à un quartier largement sous-équipé.

#### 4.1.5. Pérennité :

La question de la pérennité concernant le projet et ses actions de développement social a été traitée d'abord avec des responsables et des intervenants locaux questionnés. 24% de ces intervenants (qui sont tous des cadres associatifs) voient que la pérennité du complexe est vraiment menacée devant le manque de ressources financières et humaines suffisantes et durables, de même que devant le manque de perspectives économiques réelles pour les bénéficiaires des formations. Parmi ces cadres, certains proposent la participation des associations de quartier dans la gestion du complexe du moment où ces dernières connaissent les vrais besoins des populations et sont aptes à proposer des projets convenables après formation. Les responsables administratifs enquêtés, même s'ils croient que la pérennité du projet n'est pas vraiment menacée du moins à court terme, estiment qu'il faudrait intervenir en vue de corriger les manques. Certains d'entre eux estiment nécessaire l'accompagnement des femmes après l'obtention des diplômes en leur assurant d'autres formations surtout en pilotage des projets. D'autres proposent d'agrandir le complexe pour y construire des structures d'accueil pour coopératives et pour expositions des produits des femmes.

Devant le manque de ressources financières suffisantes pour payer les formatrices et acheter le matériel nécessaire (et l'entretenir), d'autres encore proposent une contribution financière des bénéficiaires même médiocre et l'utilisation de la grande salle à des fins économiques privés (fêtes de mariage, cérémonies de consolation, etc.). Enfin, un membre de l'EAQ Biranzarane et

---

<sup>9</sup> Plusieurs femmes enquêtées montrent que le projet de complexe les a unies et a renforcé leurs liens de voisinage (*Sociabilité de troisième ordre*, voir ROSE et SEGUIN, 2007, p225). Par la suite, ce renforcement s'est répercuté sur des actions communes comme faire appel et financer ensemble un agent de ramassage d'ordures dans le strict voisinage ou bien réparer un matériel dans l'espace de jeu pour enfants proche.

directeur de la maison de quartier « Zaïtoune Tikioune » reconnaît les difficultés de la gestion du complexe INDH qui, selon lui, sont dues à la multitude des intervenants et le manque de mécanismes financiers du suivi de sa gestion confiée à la Municipalité. Ce qui nuit à sa durabilité. Il propose dans ce sens la mise en place d'un intervenant unique « indépendant » (une agence par exemple), à laquelle serait dédiée la gestion des projets INDH dans le cadre d'un contrat programme précis et efficace et selon des ressources prédéfinies.

Pour la question des risques qui peuvent se poser face à leurs projets professionnels futurs après l'obtention des diplômes, quelques unes des femmes enquêtées parlent déjà de certains problèmes (constatés de leurs contacts avec des anciennes diplômées) comme l'absence d'une coopérative des femmes, la qualité imparfaite des formations obtenues ou le manque d'appui financier dans la réalisation des projets.

Notre recherche sur le terrain nous a permis de voir qu'effectivement ces problèmes existent. Les femmes bénéficiaires arrivent en effet à faire de très bons produits grâce aux formations, mais ne trouvent pas des structures convenables pour exposer et commercialiser ces derniers dans de bons endroits de la ville. Les tentatives de fonder des coopératives des anciennes diplômées ont jusqu'à nos jours échoué. On parle à ce niveau du manque de coordination et de communication entre les femmes diplômées. Les responsables du projet estiment qu'ils ont fait le nécessaire et que c'est aux femmes qu'il revient de se mettre d'accord et d'aller plus loin dans la fondation de coopérative selon les moyens dont elles disposent et qu'elles peuvent avoir aussi d'autres administrations.

On a pu constater effectivement que plusieurs partenariats pourraient être instaurés en vue d'aider les femmes formées dans leurs projets professionnels. Aujourd'hui, le seul partenariat qui existe c'est avec l'Entraide Nationale, qui reconnaît systématiquement les diplômes, de sorte que certaines diplômées pourraient être formatrices dans d'autres centres sociaux mais d'une façon conventionnelle et non pas officielle. Deux cas ont été déjà relevés dans ce cadre. Mais, d'autres partenariats pourraient être envisagés par exemple avec le programme de l'agence de développement social ou bien avec la délégation de l'artisanat en vue d'assurer des mécanismes systématiques et durables de financement de petits projets individuels ou d'expositions des produits des coopératives.

En conclusion de cette évaluation du complexe, on peut dire que c'est un projet de développement social réussi en général. Sa réussite tient à sa bonne direction, à son ouverture

sur les activités des associations de Tikiouine et ses jeunes, à l'importance des formations des femmes et des colloques et rencontres organisées. Même si on n'a pas pris l'avis des populations dans sa mise en place, le projet répond aux besoins formulés au moins par les femmes bénéficiaires. Il jouit d'une bonne efficacité et a eu un impact positif important sur les compétences de ces bénéficiaires en termes d'acquis professionnels et relationnels. Il a par ailleurs joué un rôle positif dans le renforcement de l'attachement de la population de Biranzarane à leur quartier. Mais, il souffre également de problèmes qui peuvent entraver à terme sa bonne marche et la continuité de ses services. Le principal problème tient à l'absence de mécanismes durables du financement du centre. Ce dernier était au départ un projet de partenariat entre l'INDH et la Municipalité d'Agadir. Mais c'est cette dernière qui en assume finalement la gestion et est responsable du paiement de ses fonctionnaires. La gestion municipale des affaires sociales n'assure toujours pas les moyens suffisants de remplacement, d'entretien du matériel et bâtiments et de paiement des formateurs et formatrices<sup>10</sup>.

#### 4.2. Une évaluation des autres projets : L'équipement de sport et l'école primaire :

L'équipement de sport annexé au complexe INDH est un aménagement de proximité dédié aux jeunes notamment des quartiers Biranzarane ou Assaka (à gauche du complexe). Ayant une superficie assez grande, il est doté de plusieurs terrains de sport, des vestiaires et une administration. Il a été construit parallèlement au complexe en fin 2008. Depuis, il a connu annuellement l'organisation d'une vingtaine de tournois de football, basketball, volley-ball ou handball, de même que plusieurs autres événements sportifs et scolaires. Ces activités sont généralement encadrées par des associations de quartier à Tikiouine. Toutefois, il souffre aujourd'hui du manque de personnel pour sa gestion et d'entretien de ses terrains, bâtiments et espaces verts. Il est géré par une seule personne sous la responsabilité du directeur du complexe. A l'image du complexe, cet équipement n'a pas été mis en place selon une vraie démarche de concertation avec les populations. Mais de l'avis de tous les intervenants locaux enquêtés, il convient parfaitement avec les besoins sociaux des jeunes de Biranzarane et de Tikiouine en général. Presque tous les intervenants indiquent son utilisation effective à l'heure actuelle par les jeunes et que ces derniers en bénéficient d'une bonne façon ces dernières années. 53% des enquêtés croient qu'il a eu un impact positif sur le renforcement de

---

<sup>10</sup> Parfois, les moyens financiers ne sont utilisés qu'à certains moments comme à l'occasion d'élections par exemple.

l'attachement des jeunes de Biranzarane Souiri à leur quartier. Mais, seulement 27% d'entre eux pensent qu'il n'y pas de risques devant sa durabilité à terme. La plupart souhaite que les responsables fassent le nécessaire pour lui donner son rayonnement antécédent. Ainsi, on revient au même problème de durabilité des mécanismes de financement des projets INDH lorsque leur gestion est confiée en fin de compte à la Municipalité.

Le noyau initial de l'école primaire du lotissement Biranzarane était construit dans le cadre de l'INDH. Pour la définition de ce projet, les responsables du CLDH se sont basés sur un diagnostic établi par un ancien membre de l'EAQ qui a réalisé une enquête de terrain en 2010 auprès de quelques habitants au lotissement Biranzarane. Le noyau était construit et par la suite des classes et équipements supplémentaires ont été introduits grâce à l'intervention de la délégation de l'éducation nationale. Cependant, selon notre enquête, personne n'a entendu parler d'un tel diagnostic ou d'une autre méthode de consultation de la population de Biranzarane sauf pour quelques responsables municipaux. Par ailleurs, seulement huit intervenants (quatre cadres associatifs et quatre administratifs municipaux) sur vingt deux connaissent ce projet et ont donné leurs avis sur ce dernier.

Pour les intervenants ayant donné leur évaluation de l'école, ils estiment en général que c'est un bon équipement de base en faveur de la population de Biranzarane (le quartier et le nouveau lotissement). Mais, si tous les cadres administratifs le voient comme un projet qui a bien réussi sur presque tous les niveaux (surtout après que la délégation de l'éducation nationale l'a pris en charge et l'a amélioré), le président de l'association la plus active à Biranzarane « *Nawaya Hassana* » ne le considère pas comme convenable avec la population de cette partie de Tikiouine. Selon ce dernier, cette population a un niveau social généralement plus élevée par rapport à celui de zones environnantes. Il pense qu'une école moderne construite dès le départ dans les bonnes normes est plus convenable. Pour lui, la somme engagée dans ce projet pourrait être utilisée en faveur d'une population pauvre et le projet d'école devrait d'une façon ou d'une autre être envisagé dans le cadre du programme du ministère de l'éducation. C'est ce que pense également le président d'une autre association « *Environnement et Coopération* » à Biranzarane. Cependant, même pour les intervenants administratifs, il y a un certain manque au niveau des ressources humaines et des locaux de l'école primaire. Chose qui pourrait à terme mettre en cause la pérennité du projet.

### 5. Impact de l'INDH sur l'action associative et la mobilisation collective dans le quartier :

Selon des membres enquêtés de l'EAQ Biranzarne et de l'EAQ Assaka, le futur centre de qualification professionnelle et la piscine sont d'une importance vitale pour le développement local de Tikiouine. Mais, certains acteurs associatifs interrogés (24%) ne sont pas d'accord avec le projet de la piscine qui à sa place suggère un centre de santé ou un bureau de poste par exemple. Cela montre qu'en général, les associations de quartier ne participent pas réellement dans le diagnostic donnant lieu à ces projets. Les responsables municipaux parlent d'une concertation avec une soixantaine de personnes (ayant été rassemblées à la maison de quartier « Zaîtoune ») de Biranzarane et Assaka et d'un partenariat avec l'association du club municipal de Dcheira, qui assurera vraisemblablement la gestion du projet de piscine. Ces responsables pensent que la concertation avec les associations de quartier est très souvent difficile et n'aboutit pas à grande chose. Ils prétendent que ces dernières demandent souvent des projets sous forme d'équipements ou machines à donner directement aux populations pauvres. Par ailleurs, ils indiquent qu'ils sont arrivés à formuler des projets de santé publique ou de divertissement et espaces verts, mais le CPDH n'a retenu que ces deux projets actuellement. Quant aux associations de quartier, elles sont mécontentes de ne pas participer dans le diagnostic touchant des projets futurs de développement sur leur territoire d'intervention.

Ainsi, on peut là aussi voir les difficultés qui existent au niveau de l'application des principes de l'INDH. Le diagnostic participatif en particulier devrait donner lieu théoriquement à une réelle participation des populations et une implication de la société civile favorisant un développement local « par le bas ». Dans la réalité, c'est la municipalité, ou quelques conseillers municipaux, qui ont le plus de poids dans la définition des projets à travers le CLDH malgré la participation des autres parties prenantes (agence de développement social, direction régionale d'éducation, etc.). Les responsables municipaux ont par ailleurs une autre préoccupation : c'est d'aboutir à une conformité ou une concordance du programme INDH avec le programme de développement communal.

D'un autre côté, après la mise en place des projets INDH, même pertinents soient-ils, c'est la municipalité qui s'occupe réellement de leur gestion. Selon les chefs des associations de quartier de Biranazarane, c'est vrai que cette dernière est ouverture sur la société civile et leur permet de réaliser certaines de leurs activités. Mais à un niveau plus profond touchant les

besoins réels des populations et la participation des associations dans la gestion de projets locaux, cette ouverture n'est qu'apparente.

La question de fond qui se pose concerne alors le changement réel induit par l'INDH sur la démarche de mobilisation en faveur du développement local du quartier. Mais pour le connaître, il serait important de revenir d'abord sur les formes de mobilisation collective à Biranzarane avant l'arrivée de l'INDH.

#### 5.1. La mobilisation collective dans le quartier avant l'INDH :

La forme de mobilisation autour des équipements de base et en termes d'organisation sociale la plus importante depuis les années 1960 dans le quartier est ce qu'on appelle la « *Jmaâ* ». En 1963, sept personnes âgées du douar Souiri sont allées voir M. Souiri dans le but d'avoir un morceau de terrain convenable pour y construire la mosquée « Omar Bnu Lkhattab » (actuellement nommée mosquée « Alkhair », voir carte<sup>1</sup>). En effet, La mosquée était bâtie après le creusement d'un puits au même terrain. Les sept personnes se préoccupaient de la gestion de la mosquée : rassemblement des fonds pour l'imam, organisation des séances de lecture du saint Quoran, en plus des actions de bienfaisance dans les périodes des fêtes religieuses. Ces personnes de la « *Jmaâ* » étaient aidées ensuite dans la gestion des affaires du quartier par un notable propriétaire, promoteur immobilier connu de la région du Sud et ancien gouverneur de l'ex-commune rurale de Tikiouine.

La « *Jmaâ* » intervenait dans la résolution de conflits autour des terrains ou entre personnes, parfois dans l'organisation de mariages ou presque chaque fois dans le rassemblement d'aides aux familles en cas de décès des personnes du quartier. C'est grâce à elle que le douar a été raccordé à un poste d'électricité du centre de Tikiouine au début des années 1980 en intervenant auprès du Wali d'Agadir de l'époque à l'occasion de la fête du trône. Les foyers n'ont bénéficié de l'eau potable qu'en 1982 à travers des canaux reliés au puits principal de Souk Lakhmiss. Là aussi la « *Jmaâ* » a joué un rôle considérable certes en compagnie d'autres anciens du quartier en intervenant auprès du président de l'ancienne commune rurale de Tikiouine. Pour l'assainissement, la « *Jmaâ* » et les chefs de famille ont commencé par mettre en place un grand égout en 1986 (auparavant, dans chaque maison on trouvait une enterrée). Ensuite, les familles dans chaque ruelle du douar se mettaient d'accord chacune avec un certain promoteur pour faire le raccordement nécessaire. A partir de 1992, les maisons étaient raccordées au réseau de la RAMSA (régie de distribution d'eau et d'assainissement à Agadir),

mais à partir des installations initiales des populations. Enfin, chaque année, la « *Jmaâ* » se préoccupait du revêtement des sols des ruelles en rassemblant des fonds auprès des familles. Ce n'est qu'en 2009 que l'opération de dallage était faite d'une bonne façon dans tout le quartier. C'était grâce au président de la commune urbaine d'Agadir, lorsque les personnes de « *Jmaâ* » l'ont soutenu dans les élections municipales de l'année.

En fait, le rôle de la « *Jmaâ* » pour les électeurs de la zone à Tikiouine et ensuite à Agadir était toujours considérable. C'est vrai qu'à partir de 2003, la commune de Tikiouine n'est plus indépendante dans le nouveau système de « l'unité de la ville » et les élections se faisaient par le système d'élection par les listes. Cependant, les habitants de Biranzarane Souiri sont grandement respectés dans la zone et constituent une force électorale toujours non négligeable et souhaitable par les candidats quelque soient leurs partis politiques.

Selon notre enquête auprès d'anciens leaders du quartier, ce n'est qu'à partir du début des années 2000 que les associations ont commencé à s'y imposer comme nouvelle forme de mobilisation des populations. Le mouvement associatif à Tikiouine dans la région a commencé toutefois dans le début des années 1980. A titre d'exemple, la maison de la jeunesse « Souss Al Âlima » au centre Assaïss abritait un nombre considérable d'associations réputées depuis pour leur travail de proximité et activités socioculturelles et sportives avec les jeunes. Quant à Biranzarane, il était assez « enfermé » sur lui-même et la « *Jmaâ* » traditionnelle était aussi réticente à toute ouverture venant surtout des associations de jeunes. Parmi ces dernières, il y avait l'association « *Al hadaf* » fondée en 1992 et « *Tamaynout* » fondée à la fin des années 1990. La première était constituée par des jeunes licenciés du douar Souiri qui avaient même des ambitions de mobiliser politiquement les jeunes (idées révolutionnaires socialistes de l'époque) et voulaient aller plus loin que de s'occuper de la mosquée et des problèmes d'équipement des habitants. Mais vu la résistance et la fermeté qui ont connu de la part de la « *Jmaâ* », ils n'ont pas pu continuer dans cette association que pendant deux ans. La « *Jmaâ* » avait même intervenu à l'époque pour détruire quelques classes délaissées (construites en bois) dans l'école primaire de Biranzarane que ces jeunes voulaient utiliser pour leurs activités. La deuxième association, fondée par des adultes cultivés, avait une orientation vers la culture amazighe. A partir de 2005, elle prend le nom de « Anzar ». Elle n'intervient pas dans quelques affaires d'équipement du quartier et a seulement une vocation culturelle.



En l'an 2000, a vu le jour l'association des parents et tuteurs des élèves de l'école « Abi Firass al Hamadani » (au quartier Assaka) à laquelle adhéraient un nombre de plus en plus considérable de chefs de familles du quartier. Une autre association d'affaires sociales a été fondée en 2001 en vue de régler des problèmes anciens de reconnaissance et régularisation de titres fonciers pour certaines familles du douar Souiri. C'était la « *Jmaâ* » qui a joué un rôle important dans la fondation de cette association et la désignation des membres qui la dirigent. Cette dernière a compris que l'intervention « traditionnelle » auprès des responsables n'est plus à jour et que s'il y a désormais un problème, il doit être en discussion et réglé dans le cadre d'association de quartier bénéficiant du cadre juridique nécessaire. Même pour la mosquée « *Alkhair* », sa gestion est confiée à un comité de gestion et puis à une association en 2010. Certes cette dernière est gérée par de nouveaux leaders mais elle reste largement influencée par la « *Jmaâ* » ancienne. Ces nouveaux leaders ne sont en fait qu'une sorte de « deuxième génération » de la « *Jmaâ* » constituée par leurs fils et proches dans la plupart des cas. Ces derniers trouvant leur légitimité dans l'appartenance aux anciennes familles ayant aussi pour origine la « Zaouya des Chourafas Idrissites ».

Ensuite, d'autres associations à caractère résidentiel ont vu le jour dans le quartier. En 2007, des jeunes étudiants du douar Souiri ont essayé de fonder une association à caractère socioculturel pour jeunes, mais ils ont connu un échec à cause de l'opposition des anciens de la « *Jmaâ* » qui voyaient dans ces derniers un essai de dépassement des traditions. Quant aux jeunes, ils voyaient dans la « *Jmaâ* » une forme de mobilisation fortement élitiste.

Pour les autres parties du quartier Biranzarane, surtout près du bloc 11 (voir carte1), à côté du quartier Assaïss, un ancien leader du quartier nous précise l'importance d'abord des anciens des familles notables et de la « *Jmaâ* » de cet endroit dans la mise en place d'équipements pour la population. Par exemple, pour la mosquée « *Badr* » (voir carte1), la même procédure a été suivie que dans le cas de la mosquée « *Alkhair* ». C'est-à-dire, sa gestion est passée des mains de la « *Jmaâ* » aidée par les mohcinines, vers un comité de gestion. Mais dans les deux cas, le comité a laissé place par la suite à l'association de gestion de la mosquée s'occupant de dépenses courantes ou d'entretien et propreté de cette dernière. Cette partie de Biranzarane n'a pas connu le développement d'importantes associations mobilisant vraiment les populations.

Au total, nous pouvons dire qu'on est passé dans le quartier Biranzarane Souiri avant l'INDH de la mobilisation autour de la « *Jmaâ* » traditionnelle au rôle d'élus communaux appuyés par cette dernière, (mais qui n'ont pas réalisé grande chose pour l'équipement du quartier), pour laisser place enfin à l'association de quartier. Cependant, cette dernière forme reste largement influencée par la « *Jmaâ* » même si ses anciens ont laissé place à une nouvelle génération de leaders.

#### 5.2. L'action associative et le rôle des nouveaux leaders dans le quartier après l'INDH :

Dans la première phase de l'INDH (entre 2005 et 2010), les responsables communaux du CLDH ont impliqué l'association « *Jissr Biranzarane* » et l'association « *Muntada Ibdaâ* » (du quartier Lhajib Tikiouine) dans cette structure comme représentants de la société civile. La première association a été présidée en 2008 par un avocat résident à Biranzarane. En réalité, Il ne s'agit guère d'une association de quartier fondée réellement sur la base des demandes de populations. Certains membres de l'EAQ ont encouragé en effet cet avocat à créer cette association afin de participer au diagnostic participatif selon les consignes de l'INDH. Sans véritable rôle dans le quartier, cette association va prendre fin en 2011, date de commencement de la deuxième phase de l'INDH et de la constitution d'un nouveau CLDH. Durant la période de 2008 à 2011, elle a pu bénéficier de subventions de la municipalité d'Agadir (dans le cadre du budget dédié aux associations), en plus d'équipements dans le cadre des projets INDH. Mais, selon nos investigations sur le terrain, c'était aussi une contrepartie des services de soutien rendu au président de la municipalité lors des élections communales de 2009.

A partir de la deuxième phase de l'INDH (de 2011 à 2015), on peut dire qu'on a commencé à impliquer réellement les associations du quartier Biranzarane.

En 2009, a été créée l'association « *Nawaya Hassana* ». Bénéficiant du contexte « positif » créé par l'INDH, elle était appuyée par la « *Jmaâ* » du douar Souiri. Cette dernière faisaient confiance à son président et vice-président, bien appréciés pour leur niveau culturel, leurs qualités charismatiques et de bonne communication avec les populations. Mais, ils étaient aussi des personnes reconnues comme appartenant à la « *Jmaâ* » actuelle et fils de membres de la « *Jmaâ* » ancienne. C'est à cette association qu'on a confié par exemple de régler des problèmes de factures d'eau des ménages ou bien la négociation avec les autorités pour

installer un poste d'alimentation en électricité supplémentaire dont ils ont besoin. Si l'association est ouverte aux activités socioculturelles impliquant filles comme garçons, elle reste admise par « l'entourage » et la « Jmaâ ». En 2011, le président de l'association « *Nawaya Hassana* » a été désigné dans le CLDH comme représentant de la société civile en remplacement du président de l'association « *Jissr* ». Après ses participations dans les réunions du CLDH et les formations (en procédure INDH et développement social) assurées par la Division de l'Action Sociale (DAS) de la Wilaya d'Agadir (coordinateur provincial de l'action de développement humain au niveau local), il a mené son propre diagnostic des besoins de la population de Biranzarane. En effet, il a effectué une enquête auprès de plus de 100 femmes (veuves, divorcées ou en situation précaire), en plus des jeunes et handicapés. Pour lui, l'identification des besoins a montré l'importance pour ces populations de projets leur assurant dans l'avenir certains revenus. Il s'agit par exemple de financement d'acquisition de machines à coudre ou autres machines et outils de travail dans le cadre de micro-projets. Mais son diagnostic et ses propositions n'ont pas eu le soutien espéré de la part des responsables que ce soit dans l'EAQ, du CLDH ou même de la DAS. Les responsables de cette dernière lui ont indiqué que les bénéficiaires éventuels doivent avoir déjà des métiers et bien regroupés sous formes d'associations de professionnels. A partir de ce moment, sa relation avec les responsables de l'INDH est devenue assez tendue. Pour lui, on devait bénéficier des ressources de l'INDH pour faire des choses « concrètes », c'est-à-dire qui touchent directement des populations pauvres. Il voyait au début dans l'INDH comme une opportunité très importante pour encourager le travail associatif de proximité. Sur le terrain, il trouvait beaucoup de difficultés à concrétiser des idées (de développement par « le bas »), tandis que les responsables cherchent le plus à mettre en place des projets « structurants » au niveau de tout le centre de Tikiouine.

Après d'autres associations de quartier ont vu le jour à Biranzarane. Il s'agit de l'association « *Environnement et Coopération* Biranzarane » au bloc 12 fondée en 2011, l'association « *Jil Jadid* pour le développement, la culture et le sport » au bloc 11 fondée en 2012 et de l'association féminine « *Moubadara* pour le développement et la coopération » à douar Souiri fondée en 2013 et active dans le foyer féminin municipal.

L'analyse des entretiens réalisés avec ces associations montre que l'INDH n'a joué aucun rôle dans leur constitution ou dans leur finacement. Cependant, elles indiquent d'une part le rôle important que joue le complexe INDH Biranzarne (et le terrain de sport annexé) dans lequel

elles tenaient de temps à autre leurs activités et réunions, et d'autre part le rôle symbolique (et psychologique) de l'INDH qui favorise un contexte en faveur du travail social de proximité avec les jeunes ou femmes.

Certains cadres de l'association féminine parlent de légitimité du travail associatif assurée désormais par l'INDH et grâce à laquelle d'autres associations ont pu voir le jour au foyer féminin.

Les habitants du bloc résidentiel 12 souffraient pendant plusieurs années des problèmes de nuisances causées par des métiers à proximité trouvant garages souvent en rez de chaussée des maisons (pneumatique générale et des poids lourds, soudure, mécanique des voitures, etc.). Un enseignant du lycée « *Dfoufi Tikiouine* » réside au quartier depuis 11 ans et son voisin plombier expérimenté dans le travail associatif ont décidé de fonder l'association « *Environnement et Coopération* » pour agir contre cette situation. L'association a eu même le soutien du caïd (agent d'autorité de la zone) conscient des dangers de ces métiers sur la santé et la quiétude des ménages. L'association a réussi plusieurs actions pour un bon environnement de voisinage : mise en place de grandes vases dans les ruelles, construction de barrières en ciment dans les entrées du bloc empêchant l'entrée des poids lourds, campagnes de propreté, découpage et décoration d'arbres, etc. Ces interventions ont aussi encouragé les populations du quartier voisin Assaïss à procéder à des actions similaires. Certes, l'association n'a eu aucune relation directe avec les responsables de l'INDH depuis sa création, comme l'affirme son président. Mais ce dernier indique l'importance de ce nouveau contexte pour le travail de proximité, sachant qu'il a même assisté (en compagnie d'autres cadres de l'association) à des réunions de formation à l'INDH dans le complexe multiservice de Biranzarane.

L'association « *Jil Jadid* » a été créée, sans rapport elle aussi avec l'INDH, par des jeunes du lycée « *Dfoufi* ». Leur but est l'animation culturelle et sportive au profit des enfants et jeunes de Biranzarane et Tikiouine. Mais, ils organisent des matinées pour enfants, activités de théâtre et excursions au complexe INDH Biranzarane. Ils n'ont pas eu des problèmes avec les anciens et notables du quartier Souiri car leurs travaux ne dépassent pas le cadre d'activités de la jeunesse du lycée et ne touchent pas à des choses plus profondes.

Enfin, l'association féminine « *Moubadara* » est constituée en 2013 par des femmes de même voisinage dans le douar Souiri habitant près de terrains agricoles et serres inexploités aux limites du quartier. Le premier événement qui a mobilisé ces femmes était leur réunion pour

enterrer un puits déserté qui menaçait la vie des enfants à proximité. La plupart des femmes sont mariées à des marocains résidents à l'étranger ou à des militaires travaillant loin de la ville d'Agadir. Le vide créé par l'absence des conjoints a poussé les femmes à chercher un espace pour l'épanouissement et pour l'apprentissage. Ces femmes ont décidé ainsi de créer leur association et ont réussi vite à avoir l'autorisation d'exploiter le foyer féminin municipal de Biranzarane (proche de leur lieu d'habitation). Mais, elles tenaient également certaines activités dans le complexe INDH (cérémonies de henné pour filles, activités féminines, organisation de conférence sur l'éducation familiale, etc.). L'association a soumis dernièrement un projet de pont entre lotissement Biranzarane et Douar Souiri de même qu'un projet de dispensaire aux services de la DAS, mais elle n'a eu aucune réponse de ces derniers.

Ainsi, l'INDH n'a pas eu de relation directe avec la création des associations de Biranzarane, leur mobilisation initiale ou le financement de certains de leurs projets. Mais, elle a joué un rôle important pour ces dernières et aussi pour les associations de Tikiouine dont certaines menaient des activités au profit des jeunes et femmes de Biranzarane. Elle leur assure en fait d'un côté une structure importante pour leurs activités, à savoir le complexe multiservice, et d'un autre côté un contexte favorable et des ressources symboliques encourageant la démarche participative, le travail de proximité, la négociation des idées avec les responsables municipaux, les élus, les fonctionnaires administratifs, etc.

Si les associations en général sont conscientes des principes de l'INDH et de son importance, elles estiment qu'elles doivent être impliquées réellement dans le développement, à travers des structures qui dépassent le cadre offert actuellement dans les complexes. Ces derniers étant gérés par la Municipalité d'Agadir qui maîtrise tout finalement.

Du côté des conseillers et administratifs municipaux, l'INDH a certainement permis une mobilisation plus importante de ces derniers. Avant, il y avait évidemment les maisons de jeunes municipales ou relevant du ministère de la culture, mais elles constituent principalement des espaces pour les activités socioculturelles des associations. Elles n'attiraient pas beaucoup l'attention des responsables. Par contre, la mobilisation des femmes dans le complexe polyvalent Biranzarane autour des formations a donné une autre dimension au travail des députés municipaux. Ces derniers suivent de près l'évolution des femmes. Ils veillent à la réussite de leurs formations, participent à des rencontres les intéressant à l'occasion de fêtes nationales, de fêtes de fin d'année de formation et remise des diplômes ou bien à l'occasion

d'expositions de leurs produits. Ils informent également les responsables municipaux des affaires sociales sur les manques qui perturbent la bonne marche du complexe et des formations. Tous les intervenants locaux enquêtés (conseillers et administratifs) admettent que les projets INDH ont renforcé ainsi leur attachement au centre de Tikiouine.

Toutefois, les chefs d'associations de Biranzarane Souiri sont en général insatisfaits car ils ne sont pas impliqués, à côté de ces responsables municipaux, dans les formations des femmes et leur suivi, ou bien dans d'autres projets qu'ils peuvent proposer à la direction du complexe. Les cadres associatifs à Biranzarane estiment que le gain symbolique et aussi politique des projets INDH a profité aux élus et responsables municipaux. Certains cadres associatifs parlent même de manipulation des femmes du complexe ou leur orientation lors des élections. Notre enquête avec ces femmes a révélé ainsi qu'elles faisaient plus confiance aux élus locaux par rapport aux leaders d'associations ou les anciens de la « *Jmaâ* », même si aujourd'hui elles apprécient le rôle des associations en général. Cette confiance se manifeste par exemple dans leurs demandes administratives auprès de ces élus. Mais, pour la résolution de problèmes d'aménagement dans le quartier (problèmes de déchets, de transport, espaces verts, nuisances, commerce de proximité, etc.), ces mêmes femmes indiquent que les populations ne comptent que sur elles-mêmes et ne trouvent aucun appui de la part de ces intervenants.

## 6. Conclusion :

Au total, on peut dire que les projets INDH ont apporté un pas en avant pour la mise à niveau socio-économique du quartier Biranzarane et ont réussi à combler certes partiellement le déficit concernant son équipement social de base. En particulier, le projet du complexe multiservice y remplit bien son rôle en tant que structure de formation et d'activités importante pour jeunes, femmes, acteurs associatifs, etc. Il a ainsi permis plus d'attachement des populations à leur quartier de résidence, tandis que les diplômes obtenus des femmes ouvrent pour elles de nouvelles perspectives d'emploi. Les liens de solidarité tissés entre ces femmes sont bien présents mais elles leur manquent un suivi et un appui matériel pour commencer la réalisation de leurs projets. Mais, en termes de gain politique, les projets, dont la gestion est finalement assurée par la municipalité, profitent plus aux responsables et élus municipaux. Certes, les nouveaux leaders associatifs du quartier trouvent dans le nouveau contexte INDH un appui symbolique fort important pour mener des actions parfois intéressantes au niveau social et territorial. Mais ils n'arrivent pas à concrétiser leurs projets de

développement économique « par le bas » (en partant des besoins « réels » des populations) ou bien ils sont condamnés par les responsables à ne pas jouer ce rôle. D'un autre côté, dans ce quartier, la « *Jmaâ* » ancienne ou nouvelle garde toujours une influence sur la mobilisation collective en son sein.

Ainsi, on peut constater que la concrétisation sur le terrain de l'INDH et conformément à ses principes subit les difficultés du contexte local et les réticences des responsables et acteurs défendant chacun d'abord ses propres intérêts suivant les structures qu'ils représentent.

Par ailleurs, d'autres questions se posent : Etait-il légitime au départ d'intervenir dans ces quartiers qui sont occupés illégalement par les populations ? Ne constitue pas cela d'une manière indirecte une continuité dans la production de ce type d'urbanisme ? N'est-il pas plus intéressant d'intervenir en amont selon une approche globale d'une urbanisation efficiente et durable ?

#### Références bibliographiques:

Baumann, W., Kloti, U. & Knoepf, P. (1998), *Politiques publiques : Evaluation*, traduit par Varone, F., éditions Economica, Paris.

Equipe d'Animation du Quartier Biranzarane (2013), *Monographie du quartier Biranzarane Souiri*, Municipalité d'Agadir.

Fadel, A. (2011), *Gouvernance de développement humain au Maroc*, Librairie Dar Essalam, Rabat.

Rose, D., Séguin, A-M. (2007). « Les débats sur les effets de quartier : Que nous apprennent les approches centrées sur les réseaux sociaux et le capital social ? », in Jean-Yves Authier et al. (Eds.), *Le quartier* (pp 217-228), Edition La Découverte.

Université Polytechnique des Marches (2009), *Gnu Regression, Econometrics and Time Series Library*, Italie (<http://gretl.sourceforge.net>)